

DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch_XII_3

VOLUME : VOL-2

CHAPTER : Chapter XII. Navigation

TITLE : 12.3 Convention relating to the unification of certain
rules concerning collisions in inland navigation Geneva, 15 March 1960



CONVENTION RELATIVE A L'UNIFICATION DE CERTAINES REGLES
EN MATIERE D'ABORDAGE EN NAVIGATION INTERIEURE

en date, à Genève, du 15 mars 1960



КОНВЕНЦИЯ ОБ УНИФИКАЦИИ НЕКОТОРЫХ ПРАВИЛ ОТНОСИТЕЛЬНО
ОТВЕТСТВЕННОСТИ, ВЫТЕКАЮЩЕЙ ИЗ СТОЛКНОВЕНИЯ СУДОВ
ВНУТРЕННЕГО ПЛАВАНИЯ

Составлено в Женеве 15 марта 1960 г.

N A T I O N S U N I E S

ОРГАНИЗАЦИЯ
ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

1960

CONVENTION RELATIVE A L'UNIFICATION DE CERTAINES REGLES
EN MATIERE D'ABORDAGE EN NAVIGATION INTERIEURE

Article premier

1. La présente Convention régit la réparation du dommage survenu, du fait d'un abordage entre bateaux de navigation intérieure dans les eaux d'une des Parties contractantes, soit aux bateaux, soit aux personnes ou choses se trouvant à leur bord.
2. La présente Convention régit également la réparation de tout dommage que, soit par exécution ou omission de manoeuvre, soit par inobservation des règlements, un bateau de navigation intérieure a causé dans les eaux d'une des Parties contractantes, soit à d'autres bateaux de navigation intérieure, soit aux personnes ou choses se trouvant à bord de tels bateaux, alors même qu'il n'y aurait pas eu abordage.
3. Le fait que les bateaux visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article fassent partie d'un même convoi n'affecte pas l'application de la présente Convention.
4. Pour l'application de la présente Convention,
 - a) le terme "bateau" désigne également les petites embarcations;
 - b) sont assimilés aux bateaux les hydroglisseurs, les radeaux, les bacs et les sections mobiles de ponts de bateaux, ainsi que les dragues, grues, élévateurs et tous engins ou outillages flottants de nature analogue.

Article 2

1. L'obligation de réparer un dommage n'existe que si le dommage résulte d'une faute. Il n'y a pas de présomption légale de faute.
2. Si le dommage résulte d'un cas fortuit, s'il est dû à un cas de force majeure ou si ses causes ne peuvent être établies, il est supporté par ceux qui l'ont éprouvé.
3. En cas de remorquage, chaque bateau faisant partie d'un convoi n'est responsable que s'il y a faute de sa part.

Article 3

Si le dommage est causé par la faute d'un seul bateau, la réparation du dommage incombe à celui-ci.

Article 4

1. Si deux ou plusieurs bateaux ont concouru, par leurs fautes, à réaliser un dommage, ils en répondent, solidairement en ce qui concerne le dommage causé aux personnes, ainsi qu'aux bateaux qui n'ont pas commis de faute et aux choses se trouvant à bord de ces bateaux, sans solidarité en ce qui concerne le dommage causé aux autres bateaux et aux choses se trouvant à bord de ces bateaux.

2. S'il n'y a pas responsabilité solidaire, les bateaux qui ont concouru, par leurs fautes, à réaliser le dommage en répondent à l'égard des lésés dans la proportion de la gravité des fautes respectivement commises; toutefois si, d'après les circonstances, la proportion ne peut pas être établie ou les fautes apparaissent comme équivalentes, la responsabilité est partagée par parts égales.

3. S'il y a responsabilité solidaire, chacun des bateaux responsables doit prendre à sa charge une part du paiement au créancier égale à celle déterminée par le paragraphe 2 du présent article. Celui qui paie plus que sa part a, pour l'excédent, un recours contre ceux de ses co-débiteurs qui ont payé moins que leur part. La perte qu'occasionne l'insolvabilité de l'un des co-débiteurs se répartit entre les autres co-débiteurs dans les proportions déterminées par le paragraphe 2 du présent article.

Article 5

La responsabilité établie par les articles précédents subsiste dans le cas où le dommage est causé par la faute d'un pilote, même lorsque le pilotage est obligatoire.

Article 6

L'action en réparation du dommage subi n'est subordonnée à aucune formalité spéciale préalable.

Article 7

1. Les actions en réparation de dommages se prescrivent dans le délai de deux ans à partir de l'événement.
2. Les actions en recours se prescrivent dans le délai d'un an. Cette prescription court, soit à partir du jour où une décision de justice définitive fixant le montant de la responsabilité solidaire est intervenue, soit, au cas où il n'y aurait pas eu une telle décision, à partir du jour du paiement donnant lieu au recours. Toutefois, en ce qui concerne les actions relatives à la répartition de la part d'un co-débiteur insolvable, la prescription ne peut courir qu'à partir du moment où l'ayant droit a eu connaissance de l'insolvabilité de son co-débiteur.
3. L'interruption et la suspension de ces prescriptions sont régies par les dispositions de la loi du tribunal saisi réglant ces matières.

Article 8

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux limitations d'ordre général que des conventions internationales ou des lois nationales apportent à la responsabilité des armateurs, des propriétaires de bateaux et des transporteurs, telles que les limitations fondées sur le tonnage du bateau, la puissance de ses machines ou sa valeur, ou telles que celles résultant de la faculté d'abandon. Elles ne portent pas non plus atteinte aux obligations résultant du contrat de transport ou de tous autres contrats.
2. Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas à la réparation des dommages qui proviennent ou résultent des propriétés radioactives, ou à la fois des propriétés radioactives et des propriétés toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses des combustibles nucléaires ou des produits ou déchets radioactifs.

Article 9

Chaque Partie contractante pourra, au moment où elle signe ou ratifie la présente Convention ou y adhère, déclarer

- a) qu'elle se réserve le droit de prévoir dans sa législation nationale ou dans des accords internationaux que les dispositions de la présente Convention ne s'appliqueront pas aux bateaux affectés exclusivement à l'exercice de la puissance publique;
- b) qu'elle se réserve le droit de prévoir dans sa législation nationale de ne pas appliquer les dispositions de la présente Convention sur les voies navigables réservées exclusivement à sa navigation nationale.

Article 10

1. La présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion des pays membres de la Commission économique pour l'Europe et des pays admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission.
2. Les pays susceptibles de participer à certains travaux de la Commission économique pour l'Europe en application du paragraphe 11 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.
3. La Convention sera ouverte à la signature jusqu'au 15 juin 1960 inclus. Après cette date, elle sera ouverte à l'adhésion.
4. La présente Convention sera ratifiée.
5. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 11

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après que cinq des pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 10 auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chaque pays qui la ratifiera ou y adhérera après que cinq pays auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit pays.

Article 12

1. Chaque Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

Article 13

Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le nombre des Parties contractantes se trouve, par suite de dénonciations, ramené à moins de cinq, la présente Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

Article 14

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention que les Parties n'auraient pu régler par voie de négociations ou par un autre mode de règlement pourra être porté, à la requête d'une quelconque des Parties contractantes intéressées, devant la Cour internationale de Justice, pour être tranché par elle.

Article 15

1. Tout pays peut, au moment où il signe la présente Convention ou dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'article 14 de la Convention en ce qui concerne le renvoi des différends à la Cour internationale de Justice. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par l'article 14 envers toute Partie contractante qui aura formulé une telle réserve.
2. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 16

A l'exception des réserves prévues aux alinéas a) et b) de l'article 9 et à l'article 15 de la présente Convention, aucune réserve à la présente Convention ne sera admise.

Article 17

1. Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant trois ans, toute Partie contractante pourra, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de réviser la présente Convention. Le Secrétaire général notifiera cette demande à toutes les Parties contractantes et convoquera une conférence de révision si, dans un délai de quatre mois à dater de la notification adressée par lui, le quart au moins des Parties contractantes lui signifient leur assentiment à cette demande.

2. Si une conférence est convoquée conformément au paragraphe précédent, le Secrétaire général en avisera toutes les Parties contractantes et les invitera à présenter, dans un délai de trois mois, les propositions qu'elles souhaiteraient voir examiner par la conférence. Le Secrétaire général communiquera à toutes les Parties contractantes l'ordre du jour provisoire de la conférence, ainsi que le texte de ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.

3. Le Secrétaire général invitera à toute conférence convoquée conformément au présent article tous les pays visés au paragraphe 1 de l'article 10, ainsi que les pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 de l'article 10.

Article 18

Outre les notifications prévues à l'article 17, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux pays visés au paragraphe 1 de l'article 10, ainsi qu'aux pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 de l'article 10,

- a) les déclarations faites conformément aux alinéas a) et b) de l'article 9,
- b) les ratifications et adhésions en vertu de l'article 10,
- c) les dates auxquelles la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 11,
- d) les dénonciations en vertu de l'article 12,
- e) l'abrogation de la présente Convention conformément à l'article 13,
- f) les déclarations et notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 15.

Article 19

La présente Convention est faite en un seul exemplaire en langues française et russe. Il y est joint des textes en langues anglaise et allemande. Au moment où il signe la présente Convention ou dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, tout pays peut déclarer qu'il adopte ou le texte français ou le texte russe ou le texte anglais ou le texte allemand; dans ce cas, ledit texte vaudra également dans les rapports entre les Parties contractantes qui auront usé du même droit et adopté le même texte. Les deux textes français et russe feront foi dans tout autre cas.

Article 20

Après le 15 juin 1960, l'original de la présente Convention et les textes en langues anglaise et allemande qui y sont joints seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui transmettra à chacun des pays visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 10 des copies certifiées conformes de cet original et de ces textes en langues anglaise et allemande.

КОНВЕНЦИЯ ОБ УНИФИКАЦИИ НЕКОТОРЫХ ПРАВИЛ ОТНОСИТЕЛЬНО ОТВЕТСТВЕННОСТИ,
ВЫТЕКАЮЩЕЙ ИЗ СТОЛКНОВЕНИЯ СУДОВ ВНУТРЕННЕГО ПЛАВАНИЯ

Статья 1

1. Настоящей Конвенцией определяется возмещение ущерба, причиненного столкновением между судами внутреннего плавания в водах одной из Договаривающихся Сторон либо судам, либо лицам или предметам, на них находившимся.

2. Настоящей Конвенцией определяется также возмещение всякого рода ущерба, причиненного либо вследствие выполнения или невыполнения маневра, либо вследствие несоблюдения правил одним судном внутреннего плавания в водах одной из Договаривающихся Сторон либо другим судам внутреннего плавания, либо лицам или предметам, находившимся на борту таких судов, даже если столкновения не произошло.

3. Тот факт, что суда, упоминаемые в пунктах 1 и 2 настоящей статьи, входят в состав одного и того же каравана, не влияет на применение настоящей Конвенции.

4. При применении настоящей Конвенции,

- а) термин "судно" обозначает также малые суда;
- б) к судам приравниваются: гидроглиссеры, плоты, паромы и подвижные части понтонных мостов, а также землечерпалки, краны, элеваторы и все плавучие средства или приспособления подобного рода.

Статья 2

1. Обязательство возмещения ущерба существует лишь в том случае, если ущерб является результатом вины. Законной презумпции вины не существует.

2. Если ущерб является следствием случая, если он вызван обстоятельствами непреодолимой силы или если невозможно установить его причин, он ложится на потерпевших его лиц.

3. В случае буксирования нескольких судов, каждое из них несет ответственность лишь в случае его виновности.

Статья 3

Если ущерб причинен по вине одного судна, возмещение его ложится на это судно.

Статья 4

1. Если два судна или несколько судов по своей вине соучаствовали в причинении ущерба, они отвечают солидарно за ущерб, причиненный лицам, а также невиновным судам и предметам, находившимся на борту этих судов, но не солидарно за ущерб, причиненный другим судам и предметам, находившимся на борту этих судов.

2. Если солидарной ответственности не существует, суда, соучаствовавшие по своей вине в причинении ущерба, несут ответственность перед потерпевшими пропорционально значительности вины каждого из них; однако, если в зависимости от обстоятельств соотношение не может быть установлено или совершенные ошибки представляются равноценными, они несут ответственность в равной мере.

3. При наличии солидарной ответственности, каждое ответственное судно берет на себя часть платежа кредитору, равную той, которая определена в пункте 2 настоящей статьи. Судно, которое уплачивает больше своей доли, имеет право предъявить иск в отношении этого излишка тем содолжникам, которые уплатили меньше своей доли. Убыток, возникающий в связи с неплатежеспособностью одного из содолжников, распределяется между другими содолжниками на основании соотношения, определенного в пункте 2 настоящей статьи.

Статья 5

Установленная предыдущими статьями ответственность остается в силе и в том случае, если столкновение произошло по вине лоцмана, даже тогда, когда лоцманская проводка обязательна.

Статья 6

Для предъявления иска о возмещении ущерба не требуется выполнения каких-либо предварительных специальных формальностей.

Статья 7

1. По искам о возмещении ущерба устанавливается давность в два года, считая со дня, когда произошло событие.
2. Срок для предъявления регрессного иска устанавливается в один год. Течение давности начинается либо со дня вынесения окончательного судебного решения, определяющего сумму солидарной ответственности, либо, за отсутствием такого решения, начиная со дня платежа, дающего повод для предъявления регрессного иска. Тем не менее, что касается предъявления исков, относящихся к распределению части неплатежеспособного содолжника, течение давности может начаться лишь с того момента, когда лицо, имеющее право требования, будет осведомлено о неплатежеспособности содолжника.
3. Перерыв и приостановление течения упомянутых сроков давности определяются законом суда, рассматривающего дело.

Статья 8

1. Положения настоящей Конвенции не влияют на ограничения общего характера, устанавливаемые международными конвенциями или внутригосударственными законами в отношении ответственности судовладельцев, собственников судов и транспортеров, таких как ограничения на основании тоннажа судна, мощность его машин или его ценности, или ограничений, вытекающих из возможности отказа от судна. Они также не умаляют значения обязательств, вытекающих из договора перевозки или из всяких иных договоров.
2. Положения настоящей Конвенции не применяются к возмещению убытков, явившихся прямым или косвенным результатом радиоактивных свойств или одновременно радиоактивных и ядовитых свойств, а также взрывных или в ином смысле опасных свойств ядерного топлива или радиоактивных продуктов или отходов.

Статья 9

Каждая Договаривающаяся Сторона может при подписании или ратификации настоящей Конвенции или присоединении к ней заявить,

- а) что она оставляет за собой право предусмотреть в своем законодательстве или в международных соглашениях, что положения настоящей Конвенции не применяются к судам, предназначенным исключительно для выполнения функций государственной власти;
- б) что она оставляет за собой право предусмотреть в своем законодательстве неприменение положений настоящей Конвенции на водных путях, судоходство по которым разрешается лишь судам данной страны.

Статья 10

1. Настоящая Конвенция открыта для подписания или присоединения к ней для стран-членов Европейской Экономической Комиссии и стран, допущенных с правом совещательного голоса в соответствии с пунктом 6 круга ведения этой Комиссии.
2. Страны, могущие участвовать в некоторых работах Европейской Экономической Комиссии согласно статье 11 положения о ее круге ведения, могут стать Договаривающимися Сторонами в настоящей Конвенции путем присоединения к ней по ее вступлении в силу.
3. Конвенция будет открыта для подписания до 15 июня 1960 г. включительно. После этой даты она будет открыта для присоединения к ней.
4. Настоящая Конвенция подлежит ратификации.
5. Акты ратификации или присоединения будут переданы на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья 11

1. Настоящая Конвенция вступает в силу на девяностый день после того, как пять указанных в пункте 1 статьи 10 стран передадут свои акты о ратификации или присоединении.
2. В отношении каждой страны, которая ратифицирует настоящую Конвенцию или присоединится к ней после того, как пять стран передадут свои акты о ратификации или присоединении, настоящая Конвенция вступает в силу на девяностый день после передачи данной страной ратификационной грамоты или акта о присоединении.

Статья 12

1. Настоящая Конвенция может быть денонсирована любой Договаривающейся Стороной путем нотификации, адресованной Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.
2. Денонсация вступает в силу по истечении двенадцатимесячного срока после получения Генеральным Секретарем упомянутой выше нотификации.

Статья 13

Если, после вступления в силу настоящей Конвенции, число Договаривающихся Сторон окажется, вследствие денонсации, менее пяти, настоящая Конвенция теряет силу со дня, когда станет действительной последняя из денонсаций.

Статья 14

Всякий спор между двумя или несколькими Договаривающимися Сторонами относительно истолкования или применения настоящей Конвенции, который Стороны не смогут разрешить путем переговоров или другим способом, может быть, по просьбе любой из заинтересованных Договаривающихся Сторон, передан Международному Суду для разрешения им.

Статья 15

1. Каждая страна может при подписании настоящей Конвенции или передаче ратификационной грамоты или акта о присоединении заявить, что она не считает себя связанной статьей 14 Конвенции в отношении передачи споров Международному Суду. Другие Договаривающиеся Стороны не будут связаны статьей 14 по отношению ко всем Договаривающимся Сторонам, формулировавшим подобную оговорку.
2. Каждая Договаривающаяся Сторона, сделавшая оговорку в соответствии с пунктом 1, может в любой момент взять ее обратно путем нотификации, адресованной Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья 16

За исключением оговорок, предусмотренных в пунктах "а" и "b" статьи 9 и в статье 15 настоящей Конвенции, никакие оговорки к настоящей Конвенции не допускаются.

Статья 17

1. После трехлетнего действия настоящей Конвенции любая Договаривающаяся Сторона может путем нотификации, адресованной Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций, представить просьбу о созыве совещания с целью пересмотра настоящей Конвенции. Генеральный Секретарь сообщает об этой просьбе всем Договаривающимся Сторонам и созывает совещание для пересмотра Конвенции, если в течение четырехмесячного срока после его сообщения по меньшей мере одна четверть Договаривающихся Сторон уведомит его о своем согласии на созыв такого совещания.

2. Если совещание созывается в соответствии с предыдущим пунктом, Генеральный Секретарь уведомляет об этом все Договаривающиеся Стороны с просьбой сообщить в трехмесячный срок предложения, рассмотрение которых на совещании представляется им желательным. По меньшей мере за три месяца до открытия совещания Генеральный Секретарь сообщает всем Договаривающимся Сторонам предварительную повестку дня совещания, а также текст этих предложений.

3. Генеральный Секретарь приглашает на любое созванное согласно настоящей статье совещание все страны, указанные в пункте 1 статьи 10, а также страны, ставшие Договаривающимися Сторонами на основании пункта 2 статьи 10.

Статья 18

Помимо нотификаций, предусмотренных в статье 17, Генеральный Секретарь Организации Объединенных Наций сообщает странам, указанным в пункте 1 статьи 10, а также странам, ставшим Договаривающимися Сторонами на основании пункта 2 статьи 10, -

- a) о заявлениях, сделанных согласно пунктам "а" и "б" статьи 9;
- b) о ратификациях и присоединениях к Конвенции, согласно статье 10;
- c) о датах вступления в силу настоящей Конвенции, в соответствии со статьей 11;
- d) о денонсациях в силу статьи 12;
- e) об утрате настоящей Конвенцией силы, в соответствии со статьей 13;
- f) о заявлениях и нотификациях, полученных в соответствии с пунктами 1 и 2 статьи 15.

Статья 19

Настоящая Конвенция составлена в одном экземпляре на русском и французском языках. К ней прилагаются тексты на английском и немецком языках. В момент подписания настоящей Конвенции или передачи ратификационной грамоты или акта о присоединении всякая страна может заявить, что она принимает либо французский или русский текст, либо же английский или немецкий текст. В таком случае упомянутый текст будет также действителен в отношениях между Договаривающимися Сторонами, воспользовавшимися тем же правом и принявшими тот же текст. Во всех прочих случаях французский и русский тексты являются аутентичными.

Статья 20

После 15 июня 1960 г. подлинник настоящей Конвенции, так же как и приложенные к нему тексты на английском и немецком языках, будут сданы на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций, который препроводит надлежащим образом заверенные копии этого подлинника и этих текстов на английском и немецком языках каждой из стран, указанных в пунктах 1 и 2 статьи 10.

EN FOI DE QUOI, les sous-
signés, à ce dûment autorisés,
ont signé la présente Convention,
faite à Genève le quinze mars
mil neuf cent soixante.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО ниже-
подписавшиеся, надлежащим образом
на то уполномоченные, подписали
настоящую Конвенцию, составленную
в Женеве пятнадцатого марта тысяча
девятьсот шестидесятого года.

Pour l'AUTRICHE:

TREU

14 juin 1960

Mon Gouvernement considère le texte allemand comme
authentique, conformément à l'article 19 de l'Accord.

Pour la BELGIQUE:

Mon Gouvernement considère le texte français comme
authentique conformément à l'article 19 de l'Accord.

Sous réserve de ratification.

Fr. de la BARRE d'ERQUELINNES

Le 15 juin 1960

Pour la FRANCE:

de CURTON

15 juin 1960

Conformément à l'article 19 de l'accord, mon Gou-
vernement considère le texte français comme texte
authentique.

Pour les PAYS-BAS:

W. H. J. van ASCH van WIJCK

14 juin 1960

Pour la REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE:

R. THIERFELDER

Je déclare que, conformément à l'article 19, mon
Gouvernement adopte le texte allemand.

14 juin 1960

CONVENTION RELATING TO THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES
CONCERNING COLLISIONS IN INLAND NAVIGATION

CONVENTION RELATING TO THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES
CONCERNING COLLISIONS IN INLAND NAVIGATION

Article 1

1. This Convention shall govern compensation for damage caused by a collision between vessels of inland navigation in the waters of one of the Contracting Parties either to the vessels or to persons or objects on board.
2. This Convention shall also govern compensation for any damage caused by a vessel of inland navigation in the waters of one of the Contracting Parties, either to other vessels of inland navigation or to persons or objects on board such other vessels, through the carrying out of or failure to carry out a manoeuvre, or through failure to comply with regulations, even if no collision has taken place.
3. The fact that the vessels referred to in paragraphs 1 and 2 of this article belong to the same train shall not affect the application of this Convention.
4. For the purposes of this Convention,
 - (a) the term "vessels" includes small craft;
 - (b) the term "vessels" includes hydroplanes, rafts, ferryboats, movable sections of boat-bridges, dredgers, floating cranes, elevators, and all floating appliances or plant of a similar nature.

Article 2

1. The duty to compensate for damage shall arise only if the damage is due to a fault. There shall be no legal presumption of fault.
2. If the damage is accidental, if it is due to force majeure, or if its causes cannot be determined, it shall be borne by the persons suffering it.
3. Where vessels are in tow, a vessel forming part of the train shall be liable only if it has committed a fault.

Article 6

Actions for compensation for damage shall not be subject to the prior fulfilment of any special formality.

Article 7

1. Actions for compensation for damage must be brought within two years from the date of the occurrence.

2. Actions in exercise of the right of recourse must be brought within a period of one year. This period shall begin either on the date of a final judicial decision fixing the amount of the joint and several liability or, where there is no such decision, on the date of the payment giving rise to the right of recourse. With regard, however, to actions concerning the re-apportionment of the share of an insolvent joint defendant, the aforesaid period shall not begin until the claimant has become aware of the insolvency.

3. The interruption and suspension of these periods of limitation shall be governed by the relevant provisions of the law of the court in which the action is brought.

Article 8

1. Nothing in the provisions of this Convention shall be deemed to affect general limitations of the liability of owners or managers of ships or of carriers under international conventions or national law, such as limitations based on the tonnage of the ship, the horsepower of its engines or its value, or such as those resulting from the right of abandonment; nor shall anything in the provisions of this Convention be deemed to affect obligations arising out of transport or other contracts.

2. The provisions of this Convention shall not apply to compensation for damage which is occasioned by or results from the radioactive properties or a combination of radioactive properties with toxic, explosive or other hazardous properties of nuclear fuel or radioactive products or waste.

Article 12

1. Any Contracting Party may denounce this Convention by so notifying the Secretary-General of the United Nations.
2. Denunciation shall take effect twelve months after the date of receipt by the Secretary-General of the notification of denunciation.

Article 13

If, after the entry into force of this Convention, the number of Contracting Parties is reduced, as a result of denunciations, to less than five, the Convention shall cease to be in force from the date on which the last of such denunciations takes effect.

Article 14

Any dispute between two or more Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Convention which the Parties are unable to settle by negotiation or other means may, at the request of any one of the Contracting Parties concerned, be referred for settlement to the International Court of Justice.

Article 15

1. Any country may, at the time of signing this Convention or of depositing its instrument of ratification or accession, declare that it does not consider itself bound by article 14 of the Convention in so far as it concerns the referral of disputes to the International Court of Justice. Other Contracting Parties shall not be bound by article 14 with respect to any Contracting Party which has entered such a reservation.
2. Any Contracting Party which has entered a reservation under paragraph 1 may at any time withdraw the reservation by notifying the Secretary-General of the United Nations.

- (a) declarations made in accordance with article 9, sub-paragraphs (a) and (b);
- (b) ratifications and accessions under article 10;
- (c) the dates of entry into force of this Convention in accordance with article 11;
- (d) denunciations under article 12;
- (e) the termination of this Convention in accordance with article 13;
- (f) declarations and notifications received in accordance with article 15, paragraphs 1 and 2.

Article 19

This Convention is done in a single copy in French and Russian. Texts in English and German are attached thereto. At the time of signing this Convention or of depositing its instrument of ratification or accession any country may declare that it adopts the French, Russian, English or German text; in that case, the said text shall also be authoritative in the relations between the Contracting Parties which have exercised this right and adopted the same text. In all other cases, the French and Russian texts shall be authentic.

Article 20

After 15 June 1960, the original of this Convention and the attached English and German texts shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall transmit to each of the countries mentioned in article 10, paragraphs 1 and 2, certified true copies of the original and of the English and German texts.

UEBEREINKOMMEN ZUR VEREINHEITLICHUNG EINZELNER REGELN

UEBER DEN ZUSAMMENSTOSS VON BINNENSCHIFFEN

UEBEREINKOMMEN ZUR VEREINHEITLICHUNG EINZELNER REGELN
UEBER DEN ZUSAMMENSTOSS VON BINNENSCHIFFEN

Artikel 1

1. Dieses Uebereinkommen gilt für den Ersatz des Schadens, der durch den Zusammenstoss von Binnenschiffen in den Gewässern einer der Vertragsparteien den Schiffen oder den an Bord befindlichen Personen oder Sachen zugefügt wird.

2. Dieses Uebereinkommen gilt auch für den Ersatz jedes Schadens, den ein Binnenschiff in den Gewässern einer der Vertragsparteien, ohne dass ein Zusammenstoss stattgefunden hat, durch Ausführung oder Unterlassung eines Manövers oder durch Nichtbeachtung von Vorschriften anderen Binnenschiffen oder den an Bord solcher Schiffe befindlichen Personen oder Sachen zugefügt.

3. Der Umstand, dass die in den Absätzen 1 und 2 bezeichneten Schiffe zu demselben Schleppzug gehören, berührt die Anwendbarkeit dieses Uebereinkommens nicht.

4. Für die Anwendung dieses Uebereinkommens
- a) umfasst die Bezeichnung "Schiff" auch Kleinfahrzeuge;
 - b) stehen den Schiffen gleich : Gleitboote, Flösse, Fähren und bewegliche Teile von Schiffsbrücken sowie schwimmende Bagger, Krane, Elevatoren und alle schwimmenden Anlagen und Geräte ähnlicher Art.

Artikel 2

1. Eine Schadenersatzpflicht besteht nur, wenn der Schaden durch Verschulden herbeigeführt ist. Gesetzliche Schuldvermutungen bestehen nicht.

2. Ist der Schaden durch Zufall oder höhere Gewalt herbeigeführt oder können seine Ursachen nicht festgestellt werden, so wird er von denjenigen getragen, die ihn erlitten haben.

3. Ein zu einem Schleppzug gehörendes Schiff haftet nur, wenn es selbst ein Verschulden trifft.

Artikel 6

Die Geltendmachung von Schadenersatzansprüchen ist nicht von der vorherigen Beachtung irgend einer besonderen Förmlichkeit abhängig.

Artikel 7

1. Die Schadenersatzansprüche verjähren mit Ablauf von zwei Jahren seit dem Ereignis.

2. Die Rückgriffsansprüche verjähren mit Ablauf eines Jahres. Diese Verjährung beginnt entweder mit dem Tage, an dem eine gerichtliche Entscheidung über die Höhe der gesamtschuldnerischen Haftung rechtskräftig geworden ist, oder, wenn keine solche Entscheidung vorliegt, mit dem Tage der Zahlung, die zu dem Rückgriff Anlass gibt. Die Verjährung der Ansprüche auf Verteilung des einen zahlungsunfähigen Gesamtschuldner betreffenden Teiles beginnt jedoch frühestens mit dem Tage, an dem der Anspruchsberechtigte Kenntnis von der Zahlungsunfähigkeit dieses Gesamtschuldners erlangt.

3. Für die Unterbrechung und die Hemmung der Verjährung gelten die diese Rechtsgebiete regelnden Bestimmungen des Rechtes des angerufenen Gerichtes.

Artikel 8

1. Die Bestimmungen dieses Uebereinkommens lassen Beschränkungen allgemeiner Art hinsichtlich der Haftung des Eigentümers oder Ausrüsters eines Schiffes oder des Frachtführers auf Grund internationaler Uebereinkommen oder des nationalen Rechtes unberührt, wie Beschränkungen nach der Tragfähigkeit, der Maschinenleistung oder dem Wert des Schiffes sowie Beschränkungen, die sich aus dem Abandonrecht ergeben. Sie lassen auch die sich aus dem Beförderungsvertrag oder aus irgendwelchen anderen Verträgen ergebenden Verpflichtungen unberührt.

2. Die Bestimmungen dieses Uebereinkommens gelten nicht für den Ersatz von Schäden, die auf radioaktive Eigenschaften oder auf ein Zusammenwirken radioaktiver Eigenschaften und giftiger, explosiver oder sonstiger gefährlicher Eigenschaften von Kernbrennstoffen oder von radioaktiven Erzeugnissen oder Abfällen zurückzuführen sind.

Artikel 12

1. Jede Vertragspartei kann dieses Uebereinkommen durch Notifizierung an den Generalsekretär der Vereinten Nationen kündigen.

2. Die Kündigung wird zwölf Monate nach dem Eingang der Notifizierung beim Generalsekretär wirksam.

Artikel 13

Sinkt durch Kündigungen die Zahl der Vertragsparteien nach Inkrafttreten dieses Uebereinkommens auf weniger als fünf, so tritt das Uebereinkommen mit dem Tage ausser Kraft, an dem die letzte dieser Kündigungen wirksam wird.

Artikel 14

Jede Meinungsverschiedenheit zwischen zwei oder mehreren Vertragsparteien über die Auslegung oder Anwendung dieses Uebereinkommens, die von den Parteien durch Verhandlung oder auf anderem Wege nicht geregelt werden kann, wird auf Antrag einer der beteiligten Vertragsparteien dem Internationalen Gerichtshof zur Entscheidung vorgelegt.

Artikel 15

1. Jeder Staat kann bei der Unterzeichnung oder bei der Hinterlegung seiner Ratifikations- oder Beitrittsurkunde erklären, dass er sich durch den Artikel 14 des Uebereinkommens hinsichtlich der Anrufung des Internationalen Gerichtshofes wegen der Meinungsverschiedenheiten nicht als gebunden betrachtet. Die anderen Vertragsparteien sind gegenüber jeder Vertragspartei, die einen solchen Vorbehalt gemacht hat, durch den Artikel 14 nicht gebunden.

2. Jede Vertragspartei, die einen Vorbehalt nach Absatz 1 gemacht hat, kann diesen Vorbehalt jederzeit durch Notifizierung an den Generalsekretär der Vereinten Nationen zurückziehen.

- a) die gemäss Artikel 9 Buchstaben a) und b) abgegebenen Erklärungen,
- b) die Ratifikationen und Beitritte nach Artikel 10,
- c) die Zeitpunkte, zu denen dieses Uebereinkommen nach Artikel 11 in Kraft tritt,
- d) die Kündigungen nach Artikel 12,
- e) das Ausserkrafttreten dieses Uebereinkommens nach Artikel 13,
- f) den Eingang der Erklärungen und Notifizierungen nach Artikel 15 Absatz 1 und 2.

Artikel 19

Dieses Uebereinkommen wird in französischer und in russischer Sprache in einem einzigen Exemplar ausgefertigt. Dieser Ausfertigung werden Texte in englischer und in deutscher Sprache angeschlossen. Jeder Staat kann bei der Unterzeichnung oder bei der Hinterlegung seiner Ratifikations- oder Beitrittsurkunde erklären, dass er entweder den französischen oder den russischen oder den englischen oder den deutschen Text als für sich verbindlich ansieht; in diesem Falle ist dieser Text auch im Verhältnis zwischen den Vertragsparteien verbindlich, die von dem gleichen Recht Gebrauch gemacht und denselben Text angenommen haben. In allen anderen Fällen sind der französische und der russische Text massgebend.

Artikel 20

Nach dem 15. Juni 1960 werden das Original dieses Uebereinkommens und die ihm angeschlossenen Texte in englischer und in deutscher Sprache beim Generalsekretär der Vereinten Nationen hinterlegt, der jedem der in Artikel 10 Absatz 1 und 2 bezeichneten Staaten beglaubigte Abschriften dieses Originals und dieser Texte in englischer und in deutscher Sprache übermitteln wird.

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme du texte de la Convention relative à l'unification de certaines règles en matière d'abordage en navigation intérieure, en date, à Genève, du 15 mars 1960, dont l'original a été déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

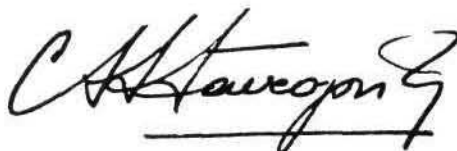
I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the text of the Convention relating to the Unification of Certain Rules concerning Collisions in Inland Navigation, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Pour le Secrétaire général:

Le Conseiller juridique

For the Secretary-General:

The Legal Counsel

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. A. Stavropoulos', is written over a horizontal line. The signature is cursive and somewhat stylized.

Organisation des Nations Unies, New York
31 octobre 1960

United Nations, New York
31 October 1960

Certified true copy XII.3
Copie certifiée conforme XII.3
October 2004